



Il est loin le temps de la télévision de papa.
Au 21e siècle, le paysage audiovisuel
a radicalement changé.
(photo : www.landesmuseum.at)

bourg lui aussi dispose d'un organe de surveillance ? Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si des invités étrangers, représentant les organismes homologues de Belgique et des Pays-Bas, ont fait le déplacement pour assister à la présentation. Ces derniers auraient en effet tendance à ne pas vraiment prendre au sérieux leurs collègues luxembourgeois. Tom Krieps en est conscient et il a tenu à leur démontrer la volonté, du moins de la part du CNP lui-même, que l'organisme fait son travail avec sérieux.

Mais cette volonté est-elle aussi partagée par le gouvernement ? En présence de Jean-Louis Schiltz, ministre délégué à la communication (CSV), Krieps rappelle que, deux jours après l'épiphanie, il n'est pas trop tard pour attendre quelques cadeaux de la part du Père Noël chrétien-social. Comme il sied au barbu lapon, Schiltz a rempli sa hotte de la demande que le CNP lui avait adressée. Réaliste ou timoré, le CNP n'a pas joué à l'enfant gâté et le ministre a eu beau jeu de qualifier la doléance d'assez « justifiée », pour être exaucée rapidement. Il a même pu se payer le luxe de ne « pas nommer de chiffres ». On le comprend : l'administration du CNP ne sera augmentée que d'un seul poste, conformément à sa volonté de ne pas créer un « mastodonte administratif ». Espérons pour ses enfants que le ministre se montre plus généreux à la Saint Nicolas. Mais d'une certaine manière, il aura épar-

gné au CNP de révéler publiquement, et devant les partenaires étrangers, à quel point l'organisme reste le parent pauvre du grand-duché.

Néanmoins, il est vrai que la hotte ministérielle contient un second cadeau : la revendication de longue date du CNP de disposer de moyens de sanctions, sans lesquels, selon les dires de Krieps, le CNP ne continuera à être qu'un « tigre de papier ». Schiltz a ainsi promis qu'il envisageait de déposer prochainement un projet de loi permettant au CNP de sanctionner les mauvais élèves médiatiques au travers de blâmes, voire d'amendes. Reste à savoir si le serpent ne se mord pas la queue : afin de surveiller, voire de sanctionner correctement les médias, il faut disposer des ressources humaines adéquates.

Face à l'escroquerie télévisuelle

Il y a en effet bien plus que les dérapages récurrents des « Deckkäpp » sur Radio RTL à contrôler. Depuis le Luxembourg, un certain nombre de chaînes émettent avec un penchant prononcé pour les émissions de « télé-tirelire », ou « call-tv », comme RTL9, par exemple. Le concept de ces émissions très répandues à travers la planète est désormais connu : un studio, un-e présentateur-trice, voire plusieurs, invitent des heures durant les téléspectateurs à composer un numéro de téléphone surtaxé pour pouvoir répondre à une question basique ou

résoudre un quiz idiot dans l'espoir de toucher le montant d'une cagnotte de parfois plusieurs milliers d'euros. L'intérêt pour les chaînes de produire ce genre d'émissions est évident : des coûts de production extrêmement bas (certaines d'entre elles sont tournées dans des studios d'Europe centrale, comme la Hongrie et leurs sociétés de productions s'installent dans des petits paradis fiscaux, comme le canton de Zoug en Suisse), pour des rendements plus que confortables. Sans parler des conditions de travail souvent exécrables des présentateurs-trices qui doivent meubler les silences des heures durant, pour des salaires modestes quand ils ne doivent pas passer leurs nuits dans des chambres d'hôtel.

Ces « jeux » ont déjà attiré l'intérêt des autorités judiciaires. Vous l'aurez certainement remarqué en les visionnant : le ou la présentateur-trice va jusqu'à s'égosiller pendant des minutes, se plaignant que personne ne participe, sur le ton d'un « Allez, allez, allez ! Plus que dix minutes ! Vous n'allez pas me dire que vous ne voulez pas remporter ces 5.000 euros ? ». Le summum est atteint lorsque la solution, souvent évidente, est quasiment soufflée. C'est à se poser la question, en effet : qui refuserait d'empocher aussi facilement une telle somme ? La réponse est simple : la plupart de ces jeux reposent sur une vaste escroquerie. Les joueurs-euses

ne passent pas immédiatement. Certes, les règles de certains de ces jeux annoncent la couleur : il faut toucher la bonne ligne téléphonique (il peut y en avoir jusqu'à 50) pour pouvoir être tiré au sort. Mais qui contrôle ?

Le CNP a déjà enregistré un certain nombre de plaintes de la part de joueurs-euses biaisé-e-s. « Le moyen de contrôle est simple », explique Tom Krieps, « nous demandons aux chaînes de nous fournir les listings téléphoniques afin de contrôler la réalité des appels ». La réaction des chaînes incriminées ressemble souvent à un aveu : soit elles refusent, ou elles arrêtent net l'émission. Mais souvent, celles-ci refont surface après quelques mois. Les conflits avec les autorités judiciaires prennent parfois des tournures plus répressives : aux Pays-Bas, par exemple, la police a dû intervenir manu militari.

Dernièrement, la Cour européenne de justice s'est approprié le dossier et a prononcé un arrêt concernant ce genre d'émission à caractère publicitaire. L'arrêt prévoit notamment que ces émissions (qui comprennent aussi bien le « télé-achat » que la « télé-tirelire ») ne doivent pas dépasser le cinquième du temps d'antenne sur les chaînes généralistes. Tom Krieps se réjouit évidemment de cet arrêt. Normal, au sein du CNP, on apprend à se contenter de peu.